

Au moment où l'Union Européenne vit une crise qui met son existence même en question, Friedrich Bokern, ancien attaché de cabinet du Président du Parlement Européen Jerzy Buzek et fondateur et responsable actuel de Relief and Reconciliation pour les réfugiés syriens, propose ci-dessous une démarche audacieuse de large ouverture de l'Union pouvant réveiller un enthousiasme renouvelé.

Faire sortir l'Europe de sa boîte

Vers un partage de souveraineté avec nos voisins

Nous vivons sans doute la fin d'une époque. Nous voyons disparaître la première génération qui n'a pas connu des guerres au cœur de l'Europe, depuis leur naissance jusqu'à la fin de leur vie. Ce 25 mars 2017, nous célébrons le soixantième anniversaire des Traités de Rome, qui ont consolidé l'œuvre des pères fondateurs de l'intégration européenne, après les atrocités du Nazisme et de la Seconde Guerre Mondiale. Nous pouvons être reconnaissants de cette période de paix et de prospérité, unique dans l'histoire de notre continent.

Mais au lieu de regarder en avant avec confiance, l'Europe semble être fatiguée. Depuis quelques années déjà, les préoccupations circulent autour du maintien d'un *statu quo*. Le mot d'ordre, c'est la préservation : de la nature, de nos richesses, de notre modèle social. Ceux et celles qui ont soif de changement se trouvent aujourd'hui à la frontière de l'Europe ou bien au-delà. Le cri pour la liberté et pour une meilleure vie, qui s'est exprimé ces dernières années dans le monde arabe, n'a guère suscité un sursaut de solidarité. Bien au contraire : nous nous sommes contentés de quelques déclarations sympathiques, mais nous avons surtout fait attention à ne pas trop nous en

mêler. Et le plus important, c'est que nos frontières restent bien fermées.

La peur de l'autre nous renferme et nous fait mal

La peur du changement donne place aujourd'hui à un repli identitaire, voire à une marche en arrière. Le « Brexit » et la montée de l'extrême-droite ne sont que deux indicateurs qu'une partie grandissante d'Européens ne veut pas s'exposer au risque de l'ouverture vers l'Autre, avec un A majuscule, incarné surtout par l'Islam. La sensation de déclassement dans les zones oubliées de la mondialisation donne place à un mépris de l'Autre et à des rêves dangereux d'une grandeur passée. Et c'est ainsi que, pour la première fois, la Commission européenne présente la réduction de l'intégration européenne comme une option envisageable.

Alors, devons-nous nous contenter de construire la « Forteresse Europe » et essayer au mieux de préserver nos libertés et nos richesses ? Certes, il semble tout à fait louable de freiner de temps à autre le progrès quand il prend une direction que la majorité ne souhaite pas. Le principe de démocratie oblige et prime. Mais cela ne doit pas nous empêcher de réfléchir sur l'avenir. Ce serait une illusion grave de penser que nous pourrions nous enfermer et attendre la fin de l'histoire. Notre condition humaine nous a fait tel que nous ne pouvons pas vivre sans l'Autre. Cela s'applique à la vie conjugale comme à la vie publique. Aucune frontière ne restera fermée pour trop longtemps. Aucun mur et aucun rideau de fer n'a été durable.

Il ne s'agit pas d'abolir les frontières ou bien de les maudire. Il ne s'agit pas de se nier. Mais toute la force d'une frontière est dans sa perméabilité. Seulement l'échange avec l'Autre nous permet de nous réaliser nous-mêmes. Seulement dans l'échange, nous pouvons apprendre et croître, autant sur le plan spirituel que sur le plan matériel. Renfermer nos frontières reviendra à couper la branche sur laquelle nous sommes assis. Le miracle économique du Royaume-Uni après la grande déprime des années 1970 a été dû aussi à son adhésion aux Communautés européennes.

Surpasser nos frontières pour le plus grand bien commun

La beauté de l'intégration européenne, c'est d'avoir surpassé nos frontières de manière non-violente. Peut-être pour la première fois dans l'histoire, le principe de l'amour de son ennemi a été appliqué à la vie politique. D'une certaine façon, l'Union européenne est le premier empire qui n'est pas basé sur la soumission de l'Autre, mais sur son adhésion volontaire. Le dépassement de la plus grande confrontation militaire de l'histoire, au cours de la Guerre froide, a été possible grâce aussi à la perspective d'une adhésion à cet espace de liberté et de prospérité qui est l'Union européenne. Si nous voulons abandonner ce principe d'ouverture aujourd'hui, nous allons sans doute revivre une autre forme de surpassement de nos frontières, bien plus violente.

Le moment est venu de penser à une nouvelle forme d'intégration au-delà des limites de l'Europe. L'écart de prospérité et de liberté entre nous et nos voisins mènera de toute façon à un dépassement. Il vaut mieux penser aujourd'hui comment nous pouvons gérer ce dépassement de manière pacifique, au lieu de nous enfermer dans notre forteresse. Seulement une offre d'intégration progressive peut aider nos voisins à stabiliser leur situation économique et leur transition vers un Etat de droit et une démocratie libérale. Les exemples de la Grèce, de l'Espagne ou du Portugal, suivis par tous les pays de l'Europe centrale et orientale, ont montré que la démocratie et l'économie peuvent se consolider quand l'Europe ouvre ses portes.

Alors, faut-il plaider pour l'élargissement de l'Union européenne à la Turquie, voire à la Syrie, la Russie et tous les pays limitrophes ? Il ne faut surtout pas être naïf. Les écarts économiques et sociaux sont bien trop grands pour que tous ces pays puissent adhérer dans un avenir proche au Droit de l'Union dans son ensemble. La dynamique de l'intégration sera gravement endommagée au moment où le pays le plus grand, avec le plus grand poids de vote, sera situé à la périphérie de l'Union et sera de surcroît le plus grand bénéficiaire net de son budget. Il faut de même prendre en considération les sentiments

d'appartenance dans un ensemble démocratique. Comme c'était dit avant : il ne s'agit pas d'abolir toutes les frontières.

Non, l'offre d'intégration doit se situer à un autre niveau. Nous ne pouvons ni faire adhérer tous nos voisins à l'Union européenne ni les ignorer. La Politique de voisinage, ainsi que l'Union pour la Méditerranée, ne sont pas allés assez loin. La logique d'intégration de ces deux politiques n'est jamais sortie d'une relation « centre-périphérie » ; et les recherches économiques ont bien montré qu'une telle situation va toujours profiter au centre, qui est l'Union européenne, et seulement dans une moindre mesure à la périphérie. Avec ces deux politiques, nous avons plutôt approfondi l'écart de pouvoir au lieu de le combler. Les pays les plus riches au centre n'ont jamais été prêts à partager leur souveraineté avec les voisins du Sud et de l'Est. Et par conséquent, nous sommes restés dans une relation de pouvoir postcoloniale qui sépare au lieu d'intégrer.

Une intégration concrète pour gérer la transition énergétique

Pour repenser la relation de l'Union avec ses voisins, il faut revenir aux principes fondamentaux de l'intégration. Si le modèle des Communautés européennes a été un tel succès, à la différence d'autres tentatives d'unification de l'Europe, c'est aussi grâce au génie de ses pères fondateurs. Il a fallu un marchand de cognac comme Jean Monnet pour penser dans des termes pratiques ! Au lieu de tenir une grande conférence de paix, il a proposé des petits pas concrets qui génèrent la confiance entre les ennemis de jadis par la fabuleuse « solidarité de fait ». Pour le faire, il a fallu au moins deux ingrédients : a) une politique concrète où l'intégration sera bénéfique pour tous, et b) un partage réel de souveraineté au sein d'institutions supranationales.

Aujourd'hui, il faut hisser la « Méthode Monnet » à un autre niveau. L'Union européenne a été élargie jusqu'aux frontières de l'Europe. Bien qu'il faille continuer l'intégration à l'intérieur de l'Europe, le moment est venu de tendre la main à nos voisins au Sud et à l'Est afin de poursuivre une transition vers un partage plus large de nos libertés et de nos richesses. L'Union

européenne en tant qu'ensemble devrait arriver au point de partager sa souveraineté avec ses voisins. Et un partage de souveraineté, cela implique de s'exposer à l'Autre, de se faire vulnérable ; cela implique que les partenaires doivent se trouver dans une position d'égalité, ou bien d'équilibre. Alors, il faut que les Européens soient prêts à se faire gouverner conjointement par des Turcs, des Russes et des Arabes, au moins dans un domaine politique précis.

Quel pourrait être ce domaine politique pour débiter l'intégration avec nos voisins ? Quel est le charbon et l'acier du 21^e siècle, pour ainsi comparer cette démarche au Traité CECA de 1950 qui a jeté la base de l'Union européenne ? Le grand défi économique, ce ne sont plus les industries de guerre, mais c'est sans doute la fin de l'énergie fossile. La transition énergétique restera un enjeu majeur sur le plan de l'économie au cours des 50 années à venir, aussi bien à l'intérieur de nos Etats que dans les relations internationales. Et comme par hasard, un grand nombre de nos voisins ont quelque chose à contribuer dans ce domaine : la Russie et les pays arabes sont les plus grands exportateurs d'énergie fossile en Europe. Et de l'autre côté, les Etats-membres de l'Union sont les plus avancés sur le plan des technologies renouvelables.

L'investissement d'une « Communauté méditerranéenne de l'énergie » pourrait être le premier pas vers une intégration progressive avec nos voisins. Une telle Communauté devrait être dotée d'une Haute Autorité exécutive, ayant son siège peut-être à Istanbul, ainsi qu'une Assemblée parlementaire et un Conseil. Son fonctionnement devrait être comparable au fonctionnement de nos politiques supranationales en Europe : les investissements et les réglementations de transition énergétique seront de la seule compétence communautaire, sur la base des orientations accordées avec tous les Etats-membres. Les détails doivent être élaborés, mais l'idée dans son ensemble est basée sur un équilibre où les pays consommateur-nets et les pays producteurs-nets seront donnant et recevant à la fois. Il est dans l'intérêt de tous de gérer la transition énergétique ensemble.

Le bon moment pour commencer, c'est maintenant

Une rêverie qui ne va jamais se réaliser ? Peut-être ! Mais l'idée même de l'intégration européenne a été une rêverie pour bien plus de 100 ans. Le projet a seulement abouti après la catastrophe totale de la Seconde Guerre Mondiale, mais l'idée a été élaborée avant. Ce n'est jamais trop tôt pour commencer, car le changement va venir, d'une manière ou une autre. Certes, l'adhésion à une telle Communauté ne peut se faire qu'avec des gouvernements qui respectent les droits fondamentaux et l'alternance démocratique. La Communauté méditerranéenne devrait être une communauté de valeurs. Mais comme entre Français et Allemands, nous allons découvrir un jour que nous avons beaucoup plus de points en commun que des points qui nous séparent. Cette Communauté devrait être la main tendue à tous ceux qui osent avancer sur le chemin de démocratisation.

Si nous Européens, nous ne répondons pas aux aspirations des peuples opprimés et affamés, nous pouvons nous préparer à un sort comparable à celui de l'aristocratie française. La Révolution mondiale ne va pas tarder ; elle est en train de se passer devant nos yeux. Le Printemps arabe n'était qu'un début pour la grande marche vers un monde plus juste. Commençons aujourd'hui à faire sortir l'Europe de sa boîte et à nous ouvrir aux Autres !

Friedrich Bokern, mars 2017